

## Comptes financiers trimestriels: 1e trimestre 2017

Au cours du premier trimestre de l'année 2017, le patrimoine financier net des particuliers a progressé de € 8,3 milliards pour atteindre € 1.054,2 milliards au 31 mars 2017. Cet accroissement de la richesse financière des particuliers au cours de la période résulte des variations positives de prix (+€ 9,2 milliards). Les transactions financières nettes ont par contre pris une orientation à la baisse en ce premier trimestre 2017 (-€ 0,9 milliard).

**TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU PATRIMOINE FINANCIER NET DES PARTICULIERS AU 1<sup>e</sup> TRIMESTRE DE 2017**

(milliards d'euros)

	Patrimoine financier net au 31 décembre 2016	Transactions financières du 1 <sup>e</sup> trimestre 2017	Autres flux <sup>1</sup>	Patrimoine financier net au 31 mars 2017
<b>Actifs financiers</b>	<b>1311,1</b>	<b>1,5</b>	<b>9,2</b>	<b>1321,8</b>
Billets et pièces	34,1	-0,4	0,0	33,7
Dépôts à vue	68,6	1,8	-0,2	70,2
Dépôts d'épargne réglementés	247,1	0,1	-1,0	246,3
Autres dépôts	40,4	0,6	0,9	41,9
Titres de créance	55,0	-1,9	0,1	53,1
Actions cotées	59,7	0,1	2,7	62,5
Actions non cotées et autres participations	299,3	-0,4	3,5	302,3
Parts de fonds d'investissement	186,3	3,8	5,4	195,5
Produits d'assurance	305,9	-0,4	-2,2	303,2
Divers <sup>2</sup>	14,7	-1,7	0,0	13,0
<b>Engagements financiers</b>	<b>265,2</b>	<b>2,4</b>	<b>0,0</b>	<b>267,6</b>
Crédits à court terme	12,5	-0,3	0,0	12,3
Crédits hypothécaires	208,2	1,9	0,0	210,1
Autres crédits à long terme	29,7	0,4	-0,1	30,0
Divers <sup>3</sup>	14,7	0,3	0,1	15,2
<b>Patrimoine financier net</b>	<b>1045,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>9,2</b>	<b>1054,2</b>

Source: BNB

1 Les autres flux comprennent les variations de prix et de cours de change. Ils peuvent aussi inclure des éléments ponctuels comme des reclassements d'opérations vis-à-vis d'autres secteurs.

2 Se compose des autres instruments financiers tels que définis par le SEC 2010, essentiellement les emprunts, les crédits commerciaux et les autres comptes à recevoir, dont les enrôlements des administrations publiques.

3 Se compose des autres instruments financiers tels que définis par le SEC 2010, à savoir les autres participations, les crédits commerciaux et les autres comptes à payer, dont les impôts dus mais non encore payés.

Les particuliers ont connu une progression nette de certaines catégories de leurs actifs financiers. Tout d'abord, les placements en dépôts à vue, dépôts d'épargne réglementés et autres dépôts ont augmenté au total de +€2,3 milliards. A noter qu'un transfert pour €1,0 milliard entre dépôts d'épargne réglementés et non réglementés a été opéré par certaines banques concernant des avoirs détenus par des institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages. Ensuite, les placements en parts de fonds d'investissement ont à la fois bénéficié d'un environnement de prix favorable (+€5,4 milliards d'effet de valorisation) et de la demande des investisseurs particuliers (+€3,8 milliards d'apports nets). Enfin, bien qu'hésitant sur leurs orientations d'investissement en matière d'actions, les particuliers ont tiré profit de la hausse des marchés boursiers.

Les particuliers ont néanmoins réduit leur position dans d'autres actifs financiers. La détention de titres de créance a connu une nouvelle baisse en ce début d'année (-€1,9 milliard). En outre, les particuliers ont, pour le deuxième trimestre d'affiliée, diminué leurs placements en produits d'assurance (-€0,4 milliard). La valorisation de ces derniers a par ailleurs subi un impact négatif (-€2,2 milliards) suite à la hausse modérée des taux d'intérêt sur la période.

Les nouveaux engagements financiers des particuliers ont progressé de +€2,4 milliards pour atteindre un encours de €267,6 milliards au 31 mars 2017. Ce sont les crédits hypothécaires (+€1,9 milliard) et les autres crédits à long terme (+€0,4 milliard) qui expliquent cette hausse, alors que les crédits à court terme régressent (-€0,3 milliard).

#### Notice méthodologique

Les comptes financiers des particuliers forment une composante des statistiques des comptes financiers de la Belgique qui sont établis selon le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010). Ces statistiques comprennent les comptes de patrimoine, les comptes financiers et les autres changements d'actifs et de passifs financiers des secteurs institutionnels nationaux (particuliers, sociétés financières et non financières, administrations publiques). Le secteur des particuliers se compose des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages.

Les différents actifs et engagements sont répartis par instrument financier (numéraire et dépôts, crédits, titres à revenus fixes, actions, parts de fonds d'investissement, produits d'assurance, droits à pension, produits financiers dérivés et autres comptes à recevoir/à payer).

Les patrimoines financiers nets des différents secteurs résultent de la différence entre le total de leurs actifs et engagements financiers respectifs. Lorsque le patrimoine financier net d'un secteur est négatif, on utilise le terme de passif financier net ou d'engagement financier net.

Comme chaque actif financier détenu par un secteur correspond à un engagement financier pour un autre secteur, il en résulte que la somme des patrimoines financiers nets des secteurs intérieurs est égale au passif financier net du reste du monde à l'égard de la Belgique ou, ce qui revient au même, à la position créditrice nette de la Belgique sur le reste du monde.

La variation des patrimoines financiers nets entre le début et la fin d'un trimestre résulte d'une part des transactions financières réalisées au cours de la période, et d'autre part des autres flux, qui se composent principalement des variations de prix et de cours de change et des autres changements de volume.

Les transactions financières sont enregistrées dans les comptes financiers, qui mettent en évidence la manière dont les différents secteurs institutionnels affectent leur épargne financière ou trouvent les ressources financières dont ils ont besoin.

Dans le système européen de comptes nationaux, les comptes financiers s'articulent avec les comptes non financiers des différents secteurs institutionnels. Ainsi, si les comptes non financiers permettent de dégager des soldes de financement à partir des recettes et des dépenses, les comptes financiers expliquent comment les différents secteurs placent leurs excédents ou financent leurs déficits. En pratique, on observe toutefois des écarts entre les soldes réels et financiers liés principalement à l'utilisation de sources différentes.

Données chiffrées: <http://stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=FINACC2010&lang=fr>